

« Il faut rendre la parole aux invisibles »

La presse a délaissé la question des inégalités sociales, et elle ne représente plus l'ensemble de la société. Pour l'essayiste Jean-Paul Marthoz (*), elle se fourvoie.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Vous avez, comme journaliste, usé vos semelles sur le terrain dans de nombreux pays du monde et en particulier aux Etats-Unis. Vous répétez souvent qu'un journaliste doit s'immerger dans la société dont il parle. Le fait-on assez ?

Jean-Paul Marthoz : Je suis de plus en plus frappé par ceci : les journalistes sont tentés de ne parler que des gens qui leur ressemblent, et aux gens qui leur ressemblent. Nos lecteurs, nos sujets, nos informateurs, tout cela forme un univers assez homogène. Quand j'étais journaliste au *Soir* et qu'on m'envoyait en reportage pendant trois semaines aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde (c'était le bon temps !) avant des élections, par exemple, j'avais le temps de prendre le pouls d'une société, et de me rendre compte qu'elle était multiple, fracturée, et que certaines de ses composantes m'étaient totalement étrangères. C'est cela qu'il faut faire : s'immerger dans la société. Mais on ne le fait (presque) jamais. De moins en moins, en fait... Aujourd'hui, on se contente de faire du « micro-trottoir », et on a l'illusion, ce faisant, qu'on donne la parole aux gens. C'est évidemment une illusion.

Qui/que faut-il rendre responsable de cette absence de reportages de terrain : ceux qui dirigent les médias ? Les budgets insuffisants ?

Il faut d'abord imputer cela au changement sociologique du métier de journaliste. Avant, dans les années 1960, les journalistes étaient principalement des hommes sans entraves. Ils avaient le langage cru, ils écumait les bars enfumés, causaient avec plein de monde de tous les milieux, et se formaient sur le tas. Au-



Jean-Paul Marthoz, journaliste, essayiste, professeur de journaliste et chroniqueur.

jourd'hui, les journalistes sont issus des grandes écoles et se sont rapprochés de l'« élite intellectuelle ». Ils ont perdu le contact avec le monde du travail et les « petites gens ». Aux Etats-Unis, le célèbre journaliste de radio Studs Terkel (1) dénonçait déjà, dans les années 1970 – 1980, ce glissement sociologique de la profession, le fait que les journalistes s'éloignaient du monde du travail. Lui, il n'avait de cesse de donner la parole aux classes populaires, aux ouvriers, et s'immergeait dans leur monde, dans leur réalité. C'est là une des fonctions essentielles du journalisme : donner une voix à toutes les couches de la société. Cela contribue à la fierté de tous les citoyens, et c'est un important facteur de cohésion sociale. Cela fait défaut aujourd'hui, et c'est dangereux.

Dangereux... ?

Un jour ou l'autre, on le paiera cher. Le journalisme, aujourd'hui, rend compte de la réalité d'une élite et de celle des « extrêmes » : les migrants dont on parle beaucoup (en bien ou en mal), les délinquants, les – très – pauvres, etc. On ne parle quasiment plus du monde ouvrier dans

les médias, ni du « prolétariat », si ce n'est en cas de problème : quand il y a une grève (ah !, les images d'ouvriers en grève autour d'un brasero en hiver...), un accident de travail, une restructuration. Sinon, toute cette frange importante de la population est exclue des médias. Il ne faut donc pas s'étonner que la classe ouvrière éprouve une grande méfiance envers les journalistes, qui parlent comme l'élite, fréquentent l'élite, ressemblent à l'élite. La question de la

« Le journalisme rend compte de la réalité d'une élite et de celle des "extrêmes". On ne parle quasiment plus du monde ouvrier. »

représentation de tous les citoyens, quelle que soit leur classe sociale, est fondamentale. Les journaux doivent rendre compte de leurs aspirations, de leurs boulots, de leurs difficultés. Sinon, on ne voit pas venir des phénomènes de société extrêmement importants, comme la montée du populisme dans les rangs de ceux qui ont voté pour Trump aux Etats-Unis...

L'historien et sociologue français Pierre Rosanvallon a attiré l'attention, outre-Québécois, sur la nécessité de remédier à la mal-représentation d'un monde ouvrier atomisé en une myriade de métiers sans usines : agents de sécurité, aides à domicile, technicien(ne)s de surface, livreurs de pizzas, caristes, préparateurs de commandes en ligne, etc. « Le »

⇒ *manque de représentation est moins narratif que politique*, souligne-t-il dans « Le Parlement des invisibles », le texte qui a servi de manifeste de lancement à la collection « Raconter la vie » (2). *Des vies non racontées sont de fait des vies diminuées, niées, implicitement méprisées* », dit-il. Et c'est très vrai. Et oui, c'est dangereux, car cela ouvre la porte à l'humiliation, au désenchantement, et au populisme.

L'argument invoqué par les directions des rédactions pour passer sous silence certains sujets est souvent qu'« il faut s'adresser à ses lecteurs et à ses auditeurs ». Les consommateurs de médias qui s'intéressent aux questions politiques et économiques appartiennent majoritairement à la « bonne classe moyenne ». La classe populaire, elle, dit-on, s'y intéresse peu, et préfère les sujets légers, divertissants...

Qu'importe ! La question n'est pas de savoir si le politique, l'économique ou le social intéressent les gens ou pas, c'est une obligation de rendre compte de la réalité de tous les citoyens ! Les médias, surtout les médias de service public et les journaux de qualité, doivent refléter le monde tel qu'il est. Et puis, les sujets sérieux ne sont pas nécessairement ennuyeux : on peut faire du très bon journalisme, passionnant, rythmé, nerveux, en faisant des reportages sur des réalités sociales dont on ne rend habituellement compte nulle part. Aux Etats-Unis, des journaux très sérieux, plutôt élitistes, tels *The New Yorker* et *The Philadelphia Inquirer*, ont réalisé des séries d'articles sur des pans délaissés de la population. L'*Inquirer* a remporté plusieurs fois le prestigieux prix Pulitzer pour ses reportages dans les profondeurs de la société américaine, et pour avoir illustré comment, en quelques

décennies, les politiques publiques américaines avaient plongé l'Amérique dans la crise. Evidemment, tout le monde ne peut pas faire cela sans tomber dans le « prêchi prêcha » et la caricature : il faut vraiment une très belle plume, une grande humilité et une immense ouverture d'esprit pour y arriver.

Plus près de chez nous, le journal *Le Monde* a, lui aussi, publié de beaux reportages sur les exclus, notamment sous la plume de Florence Aubenas...

Oui oui, on fait parfois de bonnes choses chez nous aussi. Quand *Le Soir*, en collaboration avec la RTBF, a fait sa série « Noir Jaune Blues » (3), il a montré qu'il s'intéressait au terrain. Mais c'est trop rare : on ne fait cela qu'à l'occasion de quelques « coups » médiatiques. Allez passer de temps en temps quelques jours à La Louvière, et vous serez étonnée de l'univers que vous allez y découvrir. On a en tête que les habitants sont pour la plupart d'origine italienne, mais ça date ! Aujourd'hui, il y a plein de gens d'origine brésilienne. Il y a pas mal de Roms aussi. Si davantage de journalistes allaient traîner au marché du Midi (Bruxelles), ils auraient pu se rendre compte de la modification du tissu sociologique : c'est là qu'on a vu apparaître, en premier lieu, cette population brésilienne qui, aujourd'hui, constitue 13% de la main-d'œuvre sur les chantiers de construction. En parlant avec eux, on en apprend beaucoup sur

leurs conditions de travail, et sur la façon dont les chantiers de construction sont attribués. En arpentant le terrain, en papotant avec les gens : c'est là qu'on sent battre le cœur de la société telle qu'elle est, et que l'on se rend compte des évolutions, et ce bien avant que les sociologues (s') en rendent compte.

Le plus souvent, ce n'est pas cette démarche-là qu'on a dans les médias. On rend compte de « phénomènes », et les « phénomènes » sont souvent caricaturaux. On va traiter de la pauvreté en dirigeant le projecteur sur la pauvreté « extrême ». De l'ex-

clusion sociale en braquant le projecteur sur des « paumés ». On va parler des ouvriers par le biais des grèves ou d'une restructuration de grande ampleur. A part cela, la manière dont on rend compte des choses est influencée par les professionnels de la communication qui dictent le discours.

Antonio Cocciolo, président de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut, nous a dit son irritation par rapport aux journalistes qui connaissent de moins en moins les entreprises, le secteur public, bref, le fonctionnement économique et social de la société. Vous partagez ce constat ?

Oui. Pour savoir réellement ce qui se passe dans les grosses boîtes et dans les services publics telle la SNCB, il faut prendre le temps d'enquêter, il faut éplucher les chiffres, comprendre les enjeux. Et pour y arriver, il faut sonder le terrain et avoir des informateurs à tous les étages, et depuis longtemps. Quand les agents de la SNCB font grève « pour leur pension », personne n'y comprend rien, y compris dans les médias. Le dossier SNCB est extrêmement compliqué et touche à plein de domaines différents : la mobilité, la lutte contre la pollution, la Sécurité sociale, etc. Si on ne maîtrise pas tout ça, on ne peut pas rendre compte des choses de manière professionnelle. Il en va de même pour les conditions de travail des pilotes de la Brussels Airlines, par exemple : les pilotes disent blanc ; les

« Garder l'œil rivé sur un écran et réagir à toutes les petites phrases lâchées sur Twitter, ça ne sert à rien. »

Le monde ouvrier est quasiment absent des médias, et c'est dangereux, estime Jean-Paul Marthoz.



porte-parole disent noir. Les journalistes se contentent souvent de rapporter ce que disent les uns (une demi-vérité) et les autres (une autre demi-vérité). Mais, en journalisme, une demi-vérité + une demi-vérité, cela ne fait pas une vérité.

La connaissance fine de la réalité et des enjeux : n'est-ce pas, aussi, ce qui permet aux médias d'être réellement indépendants par rapport aux différents pouvoirs ?

Bien sûr ! C'est ce qui permet de contester les arguments patronaux et/ou syndicaux, ceux de l'Etat et de tous les « communicants ». C'est ce qui permet de poser les bonnes questions, les questions impertinentes, les questions qui fâchent. Dans notre métier, nous devrions être totalement libres vis-à-vis de tous les pouvoirs : mais pour ce faire, il faut connaître ce dont on parle et ce dont les autres nous parlent, pour ne pas se laisser enfumer. Attention, l'idée n'est pas d'être perçus comme des journalistes « impartiaux », « objectifs ». On sait ce que ça veut dire, être « objectif », pour les gens : ils vous considèrent comme tel lorsque vous pensez comme eux. Non : il s'agit de comprendre le plus finement possible les choses, pour tenter de les faire comprendre dans toute leur complexité.

Comprendre les choses finement, cela demande du temps, et donc des moyens, ce dont les journalistes bénéficient de moins en moins...

On trouve de moins en moins de journalistes spécialisés : on leur demande d'être « généralistes », ce qui est une bêtise. Mais même



se rend compte que les choses sont beaucoup plus fines que ce que l'on croit souvent. Parlez à un « petit » patron, et vous verrez que ses réflexions sont parfois fort proches de celles des syndicalistes. C'est intéressant de se rendre compte de ça, de « respirer » cela, plutôt que de ne rendre compte de la lutte des classes qu'au travers des grèves et autres conflits sociaux « spectaculaires », qui opposent les « bons » et les « méchants ».

Fondamentalement, est-ce que la presse se voit encore comme un outil d'intérêt public, ayant certaines obligations ?

Non, et pourtant elle le devrait. La presse devrait s'inspirer du « rapport Hutchins », ce texte fondateur

ceux pour qui elle est exercée. Dans cette perspective, la presse se doit de traiter de tous les sujets fondamentaux. Les inégalités sociales en font partie : c'est une question politique fondamentale. Aujourd'hui, elle est totalement négligée par la « grande » presse. Celle-ci tente de cerner le plus fidèlement possible les caractéristiques de ses « consommateurs », dans le but de lui parler de ce qui lui plaît. En termes économiques, ça peut se défendre (quoi que...). En termes journalistiques, c'est une aberration... □

(*) Jean-Paul Marthoz a été journaliste au *Soir*, et il a aussi occupé des fonctions de dirigeant de rédaction (chez *Trends-Tendances* et à *La Libre*). Aujourd'hui, il rédige des essais, enseigne le journalisme international à l'UCL et est chroniqueur au *Soir*.

« La liberté de la presse n'est pas seulement la liberté de ceux qui l'exercent, mais aussi celle de ceux pour qui elle est exercée. »

les « généralistes », on pourrait les faire aller sur le terrain : c'est cela, l'urgence. Au lieu de ça, on leur demande de garder l'œil rivé sur leurs écrans et de réagir à toutes les petites phrases lâchées sur Twitter, ce qui ne sert absolument à rien, si ce n'est à entretenir les caricatures. Quand on cause vraiment avec les gens, on

de 1946 portant le nom du recteur de l'université de Chicago qui, à l'époque, présida la commission d'enquête ayant pour but de définir le rôle de l'information dans le « monde libre ». Ce texte dit, en substance, que la liberté de la presse n'est pas seulement la liberté de ceux qui l'exercent, mais aussi celle de

(1) Louis « Studs » Terkel (1912-2008) s'est notamment rendu célèbre par ses ouvrages d'histoire orale, tel « *Working - Histoires orales du travail aux Etats-Unis*, Editions Amsterdam, Paris, 2005). C'est l'une des grandes figures de la gauche radicale américaine.

(2) « Raconter la vie » est une collection de témoignages, entre récit de vie et journal de terrain, publié sur Internet, avec un prolongement éditorial (au Seuil).

(3) Pendant huit mois, entre octobre 2017 et juin 2018, des journalistes et des photographes ont sillonné Bruxelles et la Wallonie pour écouter les gens, entendre leur vision de la société, leurs problèmes d'emploi, de logement, etc., ainsi que leurs aspirations.